



Analyse 2025

## Housing Justice

Un concept à mi-parcours entre Housing Right et Climate Justice ?

Pascale Thys

Avril 2025

**Mots clés :** habitat, droit au logement, justice climatique, habitat durable



**Habitat et Participation asbl**

Traverse d'Esopé 6 (5ème étage) 1348 Louvain-la-Neuve - Avenue de la Toison d'Or 72, 1060 Bruxelles

Tel: +32(0)10/45.06.04 - E-mail : [contact@habitat-participation.be](mailto:contact@habitat-participation.be)

## Table des Matières

Retour sur une publication de 2023 .....	4
--	---

Les éléments issus du WUF12 au Caire .....	5
Panel introductif .....	5
Le Village Habitat.....	6

Pour aller un pas plus loin.....	8
----------------------------------	---

*Cette analyse provient des rencontres de militants et d'experts en matière d'habitat et de droit au logement, rencontres qui se sont déroulées au Caire lors du World Urban Forum (WUF12). L'objectif est ici de faire le point sur ce que nous y avons appris ainsi que quelques pistes pour poursuivre la réflexion. Cette analyse est à mettre en relation avec celle réalisée en 2023 intitulée « **Tension entre social et écologie** »*



# Housing Justice

## Un concept à mi-parcours entre Housing Right et Climate Justice ?

### **Abstract**

*En novembre 2024, Habitat et Participation a participé à une rencontre au Caire dans le cadre du World Urban Forum organisé par les Nations Unies. A cette occasion, H&P a pris part au « Habitat Village » avec des partenaires qui portent le droit au logement et l'habitat groupé dans leurs actions militantes et leurs actions de terrain.*

*Au cours du panel introductif, le concept de « **Housing Justice** » a été déposé par les invités issus des mondes politique et académique. L'occasion d'y exposer à travers le regard de chaque participant ce qui se trouve derrière ce concept, tout en « avouant » en fin de panel que la réalité de terrain n'apporte pas vraiment de réponses actuellement à cette situation.*

*Cette analyse nous permet de réaliser un retour en arrière, via une autre analyse réalisée en 2023 qui montrait la tension entre « **social** » et « **écologie** », entre « **militants du social** » (droit au logement) et « **militant de l'écologie** » (environnement, climat,...).*

*En replaçant cette analyse passée au cœur de notre réflexion, nous abordons le contenu du panel initial et d'autres panels durant cette rencontre internationale pour investiguer ce concept de « **Housing Justice** », un concept à mi-chemin entre le « **droit au logement** » et la « **justice climatique** ».*

*Nous terminons par un élargissement du concept, au regard d'autres pistes et, notamment, des vidéos issues des témoins du vécu réalisées par le réseau de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Tout ceci pour aboutir à une triple compréhension de ce concept ... A vous de lire !*

## Retour sur une publication de 2023

En 2023, nous avons publié une analyse intitulée « **Tension entre social et écologie** ». Nous y avons décrit l'incompréhension des personnes en précarité à comprendre les aspirations écologiques qu'on souhaite leur proposer (enquête de terrain auprès de acteurs avec le concours d'Association 21, un acteur engagé pour le Développement Durable). Cette analyse se terminait par une analyse entamée par le réseau European Action Coalition pour le Droit au Logement en Europe (European Coalition Action), analyse que nous nous sommes permis de compléter avec les données que nous avons à notre niveau.

### Petit rappel ...

<p><b>Militants « climat » versus Militants « droit au logement »</b></p> <p><b>Objectifs communs = habiter la terre &gt;&gt;&gt; habiter son logement</b></p> <p><b>Thèmes communs = foncier + droit d'usage + communs</b></p>
---

	<b>Militants pour le climat</b>	<b>Militants pour le droit au logement</b>
<i>Qui ?</i>	Classe moyenne	Classe précaire - pauvre
<i>Type d'activité ?</i>	Événements = grosses manifs – mobilisations – prestations type « happening » - organisation de longue date et planification – originalité des actions	Plus « classique » = réponse à l'urgence (squat, blocage d'expulsions, occupations) – petites luttes avec de petits collectifs
<i>Temporalités</i>	Temps long dans l'organisation et des résultats ou conséquences attendus	Temps court de l'urgence et de l'immédiateté des problèmes de droit
<i>Modes d'action</i>	Modèle « proactif »	Modèle « réactif »
<i>Forme de responsabilité</i>	Responsabilisation individuelle (comme les « petits gestes »)	Responsabilisation collective (modèles La PAH – DAL – etc.)
<i>Même opportunités (exemple : blocage d'un aéroport)</i>	Pour des raisons de mobilité et de carburant non « vert »	Pour lutter contre la « touristification » qui s'y développe à proximité
<i>L'exemple de la rénovation</i>	OK si éco-rénovation – lutte contre la production de CO2 – modèle éco-capitaliste = OK	OK si rénovation non capitaliste – privilégier l'auto-rénovation – lutter contre la précarité énergétique. Matériaux pas très écolo = OK

### L'exemple de l'habitat léger

Lutter contre l'artificialisation des sols – sobriété énergétique – accroître les filières de production – besoin d'une <b>réponse</b> en zone rurale	Lutter contre la financiarisation du logement – accès au logement décent à coût réduit – redonner du pouvoir d'agir – besoin de <b>lutter</b> en zone rurale
---	--

A la lecture de cette analyse, plusieurs personnes ou groupes nous ont demandé s'il y avait des pistes pour « rassembler » les deux tendances. Sur le moment, nous n'avons pas pu leur répondre. Aujourd'hui, après avoir participé à la rencontre internationale organisée par les Nations Unies (UNHABITAT), à savoir le Forum Urbain Mondial n°12 qui s'est déroulé au Caire en novembre 2024, il nous semble que des pistes se dessinent. Sur le moment, nous n'avons pas pris conscience que la réponse se trouvait peut-être dans le concept de « **Housing Justice** » dont certains parlaient, un concept qui doit mettre au travail les acteurs « militants » tant du droit au logement (*Housing Right*) que ceux engagés pour l'écologie (*Climate Justice*).

## Les éléments issus du WUF12 au Caire

En novembre 2024 s'est tenu au Caire le WUF12, le World Urban Forum organisé par UNHABITAT. L'occasion de lier les questions d'habitat et celles de changement climatique dans un contexte globalisé. La plénière de démarrage était un panel d'acteurs autour de cette notion de « **Housing Justice** ».

### Panel introductif

Nous y avons appris lors de la table ronde inaugurale que ...



**Yasmine Fouad**, Ministre de l'environnement en Égypte a rappelé que **70% des gaz à effet de serre proviennent des villes**, qui sont donc à la fois cause et problèmes des changements climatiques.

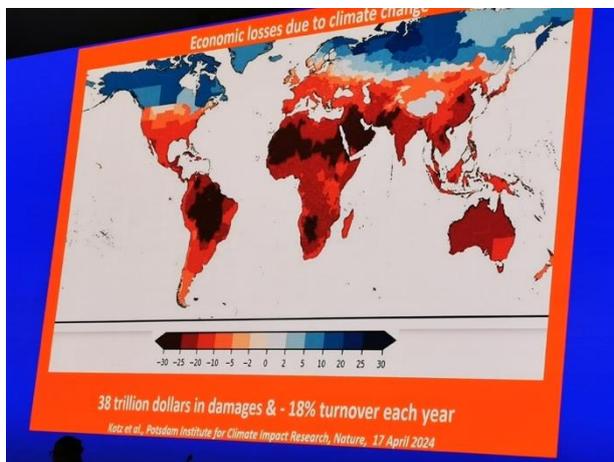
**Eleni Myrivili**, Directeur mondial de la chaleur pour les Nations Unies, a rajouté que **70% des zones dans le monde témoignent d'une augmentation de chaleur de 35% en moyenne**. Il semble que les gens n'aient pas encore vraiment conscience de tous ces changements.

**Carlos Moreno**, Professeur à Paris Sorbonne, nous a dit que la ville de demain devra veiller à la triple tolérance zéro : zéro carbone + zéro pauvreté + zéro exclusion. Sa recherche porte sur le **concept de PROXILIENCE**, la proximité urbaine où chacun.e accèderait à un « centre-ville » à moins de 15 minutes.



**Shuaib Lwasa**, Professeur à Amsterdam et en Uganda, estime que les solutions se résument en trois points :

- Il faut un système de **planification directe** au niveau local
- Il faut travailler sur les **niveaux de risques** auxquels sont confrontés les habitants
- Il faut **renforcer les capacités des acteurs** plutôt que de recommencer à zéro, que ce soit individuellement ou collectivement.



La question des répercussions des changements climatiques en « pertes » économiques a aussi été montrée, avec une évaluation des coûts engendrés : 38.000 milliards de dollars de dégâts - 18 % de chiffre d'affaires chaque année !

La fin de ce premier atelier a été légèrement frustrant dans la mesure où, visiblement, si les responsables sont capables de visualiser les problèmes actuels, ils ne semblent pas avoir beaucoup de solutions, voire ignorent comment se mettre réellement au travail. Enfin, certaines zones

sont déjà durement touchées ou risquent de l'être très prochainement. Les participants ont évoqué le cas des îles dans le monde, îles qui sont particulièrement impactées par le réchauffement climatique et la montée des eaux.

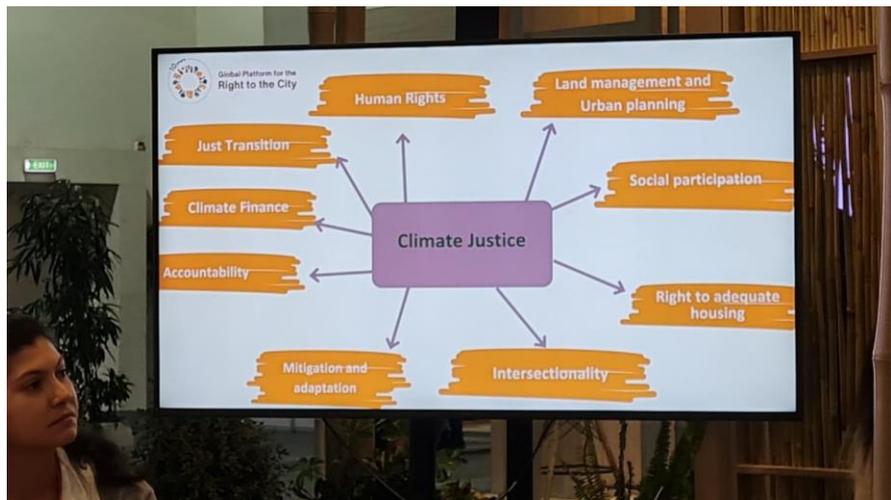
## Le Village Habitat

A l'appel de plusieurs structures dont Habitat et Participation est membre, un « **Village Habitat** » a pris place au sein de Forum Urbain, permettant aux acteurs d'aborder de multiples thématiques en lien avec le droit à l'habitat.

Nous avons dès lors espéré avoir des pistes de solution au fil des activités de ce forum mondial. Ceci a déjà amené quelques pistes de décodage de ce concept « **Housing Justice** ».



L'Institut POLIS au Brésil, très engagé dans le droit à la Ville (qui a fêté ses 10 années d'existence au Caire) a présenté des cartes géographiques montrant l'emboîtement de thématiques telles que « **black people** », « **pauvreté** », « **état sanitaire déplorable** » et « **femmes seules** ». Il devient de plus en plus évident qu'on



ne peut pas saucissonner les thématiques en lien avec le droit au logement ou le droit à la ville. La justice climatique se décline (image ci-dessus) à travers de nombreux axes de travail où nous retrouvons – entre autres – la participation citoyenne.

**Slum Dwellers International**, un acteur de lutte contre les bidonvilles, a salué l'initiative du **World Habitat** qui soutient maintenant la production sociale de l'habitat, permettant aux personnes d'être reconnues comme étant capables de construire leur logement. Par **Production Sociale de l'Habitat**, il faut entendre “*La production sociale de l'habitat (concept développé en Amérique Latine) englobe le processus ainsi que le produit qui résulte de l'initiative collective des personnes pour construire leur propre habitat : logements, villages, voisinages et même d'importants secteurs urbains. Par des processus de production sociale, les personnes concernées dessinent, planifient, mettent en place et préservent les espaces vitaux et les composants urbains, apportant des solutions aux problèmes qui surgissent de leurs conditions de vie.*” Il est évident que les changements climatiques impactent directement les plus pauvres qui voient leurs habitats disparaître ou être déplacés. La question du « **pouvoir d'agir** » est ici clairement posée.

Un exemple parmi des tas d'autres aux Philippines : *Les inondations dues aux typhons touchent régulièrement certaines familles, mais la réponse immédiate du gouvernement consiste à les maintenir dans des camps d'évacuation où les conditions de vie sont très précaires. Les écoles locales sont utilisées et, à la rentrée, les familles doivent attendre la fin des cours pour occuper à nouveau les bâtiments. Cela crée un climat de stress et d'anxiété pour les familles qui souhaitent rentrer chez elles. Les infrastructures sont également déplorables et les toilettes débordent, incapables de supporter une telle fréquentation. Les directeurs d'école se plaignent également que les familles vandalisent les locaux scolaires. La solution est loin d'être parfaite pour toutes les parties concernées, mais c'est la seule que le gouvernement ait trouvée à ce jour. (SDI)*

**UNHABITAT**, qui prenait part au panel, a donné le chiffre de **2,8 milliards d’humains** qui aujourd’hui ne vivent pas dans un logement adéquat. Le secteur de la construction a des impacts très négatifs sur le changement climatique, ce qui est un vrai problème. Or la question du logement n’est pas qu’un problème pour les adultes d’aujourd’hui, c’est surtout un problème pour les enfants d’aujourd’hui, pour les générations futures comme l’a démontré le réseau mondial **Habitat For Humanity**.

**Habitat International Coalition**, le plus ancien réseau pour le droit à l’habitat dont H&P est membre depuis 1991, a ensuite pris la parole également pour souligner l’importance d’une collecte de données pour **objectiver les situations** partout dans le monde. Le passage de bonnes idées va aussi (souvent) du Sud vers le Nord, comme les tontines qui sont appelées plus souvent dans les pays du Nord des « fonds de rotation » (par exemple pour les COOP Suisse). L’important n’est pas de faire des choses « nouvelles », mais de **permettre que les évolutions se passent en les amplifiant**.

Reprenant le thème du « **Housing Justice** », HIC a proposé des actions à mettre en place, selon eux, en redonnant du **POUVOIR** aux personnes pour faire face à ces problèmes divers, imbriqués, systémiques :

*La justice climatique est une nouvelle thématique pour le droit au logement – en effet, on double le chiffre du nombre de personnes impactées lorsque l’on parle de Housing Justice plutôt que « simplement » de mal-logés.*

*La fragmentation et la polarisation des questions sociales sont aujourd’hui un problème. Il faut aller vers une globalisation de ces questions, d’où l’intérêt de ce concept de « Housing Justice » qui allie droit au logement et justice climatique.*

*Enfin, toute petite initiative doit aujourd’hui viser ce « Housing Justice », pas seulement les grands programmes mis en place par les États ou les Nations Unies.*

Dans de nombreux panels, nous avons pu entendre des solutions telles que le « *zéro artificialisation* », la « *densification douce* », les « *charges d’urbanisme* » pour financer les infrastructures collectives et mettre en place de la biodiversité à chaque nouvelle construction.

## Pour aller un pas plus loin

Nous avons donc entrepris de consulter la littérature sur le sujet, l’idée n’étant pas de réaliser ici une thèse de doctorat !

Il semble que ce terme soit utilisé depuis la fin des années 2010 et surtout depuis le début des années 2020. Toutefois, avec une certaine ambiguïté car, pour certains, ce terme renvoie à notre concept croisé de droit au logement et de changement climatique tandis que d’autres l’utilise « seulement » pour parler de justice en matière de droit au logement.

Dans le premier cas de « **Housing Justice** », ce qui est mis en avant, ce sont surtout **les expulsions forcées ou les déplacements forcés** suite à des urgences climatiques, tout en dénonçant régulièrement ces déplacements comme pouvant être aussi une manœuvre de récupération de terres pour d'autres projets financièrement plus intéressants (Marion Reinoso, 2022). L'exemple ci-dessus en encadré sur les Philippines renvoie à cette approche. Dans cette première définition, le terme de « **Housing Justice** » signifie apporter de la **justice en matière d'habitat aux personnes ayant subi les conséquences des changements climatiques** (ou situations nommées comme telles dans une visée de gentrification).

Dans le second cas, on parle globalement de **justice en matière d'habitat**, par exemple en « *appelant les politiques à s'engager - avec des multiples acteurs qui participent à la reconnaissance, à la protection et à la réalisation du droit au logement – à reconnaître les pratiques et les formes de savoir qui se développent en marge des systèmes de planification et à diversifier les réponses en matière de conception, de financement et de gouvernance de l'habitat* ». (Cities Alliance). Le climat et l'environnement ne sont pas au centre de ce type de justice en matière d'habitat.

Un acteur qui a tenté de développer un narratif sur le sujet est l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Une vidéo faite de courts métrages circule depuis 2024 dans tous les réseaux, vidéo qui donne la parole aux habitants, aux acteurs pour qu'ils définissent eux-mêmes ce qu'ils entendent par « **Housing Justice** ».

*« Ces échanges ont visé à explorer les significations que différents groupes attachent au programme de justice du logement. En menant ces dialogues par la production et le partage de vidéos, nous avons cherché à diversifier les moyens d'approfondir notre compréhension collective de la justice du logement.*

*Partout dans le monde, l'injustice en matière de logement pousse plus de deux milliards de personnes dans la précarité. La marchandisation des terres et du logement entraîne des déplacements, des expulsions et des conditions de vie insalubres pour les plus démunis.*

*Aujourd'hui, les communautés se mobilisent pour défendre leurs droits et s'impliquer dans l'aménagement du territoire et les politiques qui affectent leurs chances d'accéder à un logement décent. Des militants pour la justice du logement en Inde, au Chili, en Afrique du Sud, du Nigéria, en Italie, aux États-Unis, au Brésil et au Royaume-Uni expliquent comment les communautés luttent pour que le logement soit un droit humain ».*



### Que signifie le terme de « Housing Justice » pour vous ?

*C'est le droit pour chacun.e d'avoir un logement sécurisé  
dans un lieu qui est véritablement un bel endroit où on a envie de vivre*

*« Housing Justice » signifie la fin du sans-abrisme*

*Avoir un logement ne doit pas signifier vous appauvrir  
ni vous rendre malade*

*Un lieu où vivre en paix et dans la dignité*

*Un logement qui ne peut pas être marchandisé pour faire du profit  
mais, qui représente un bénéfice pour tous.tes*



A l'issue de cette exploration, il nous semble que ce *nouveau* concept de « **Housing Justice** » est parfois très proche du simple « **Droit au Logement** » mais dans une *perspective de justice réparatrice*, parfois la « *justice climatique* » se croise réellement avec le « **Droit au logement** ». Soit parce qu'objectivement les changements climatiques ont des répercussions sur les populations, soit parce qu'il s'agit d'un moyen utilisé par les plus nantis pour expulser ou déplacer les populations, au nom de ces fameux *risques climatiques*, afin de récupérer ces terres qui ont une vraie valeur marchande. On se retrouve alors rapidement confrontés aux problématiques de *sans-abrisme* et de *financiarisation du logement*.

## Sitographie

**Institut POLIS** - <https://polis.org.br/>

**Sluw Dwellers International (SDI)** - <https://sdinet.org/>

**Habitat International Coalition** - <https://www.hic-net.org/fr/>

**Habitat For Humanity** - <https://www.habitat.org/emea>

## Bibliographie (articles en ligne)

**REINOSA M.**, Face au changement climatique : droit au logement, réinstallation et rôle des humanitaires, in Alternatives humanitaires, Université de Laval, 2022

<https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2022/08/15/face-au-changement-climatique-droit-au-logement-reinstallation-et-role-des-humanitaires/>

**COCINA C., APSAN FREDIANI A.**, Towards housing justice – Four propositions to transform policy and practice, Cities Alliance, Brussels, 2024

<https://www.citiesalliance.org/resources/publications/research-and-publications/towards-housing-justice-four-propositions>

## Vidéos explicatives

**Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)**

<https://www.youtube.com/watch?v=MVs0T5BqA2k&list=PL1iUHL94bWo5Ek2aZWDFdfLMr52HyQZ6b&index=1>

**Housing Justice Now** – vidéo réalisée par plusieurs militants autour de ce concept

<https://www.instagram.com/reel/DIehMIrxHfx/>

### ***Fiche de Présentation***

*Cet article a été réalisé par Habitat et Participation (<https://www.habitat-participation.be/>), association créée en 1982 à Louvain-La-Neuve. Habitat et Participation travaille sur des thématiques variées : de l'aide au logement à la dynamique collective au sein d'habitats groupés ; du montage de projet à la mise en place de groupes citoyens solidaires ; de la réflexion critique et politique concernant l'habitat et la participation citoyenne à l'implication dans des réseaux nationaux et internationaux pour le droit à l'habitat.*

*Cette analyse s'inscrit très concrètement dans nos activités en lien avec les réseaux internationaux pour le droit au logement, autour de ce concept « [Housing Justice](#) » qui n'est pas compris de la même manière par tous. L'objectif de cette analyse est d'une part de tenter d'approfondir le « gap » entre « social » et « écologie » constaté aujourd'hui par de très nombreux acteurs de terrain, d'autre part de voir quelles sont les approches de ce nouveau concept, approches parfois assez différentes selon les acteurs qui s'en sont inspirés.*

*Dans tous les cas, il s'agit d'un concept relativement nouveau, apparu fin des années 2010, début des années 2020 qui semble mettre les acteurs pour le droit au logement en mouvement. Nous espérons que cette mini-analyse permettra de contribuer à cette « mise au travail » des acteurs de terrain, en continuant à développer ce concept nouveau et non totalement défini.*

***Habitat et Participation asbl***

*[contact@habitat-participation.be](mailto:contact@habitat-participation.be) – 010/45.06.04*